

Comprendre l'Europe sociale

Comment l'UE agit en matière
de politiques sociales :
fondements et priorités
actuelles

Logement | Pauvreté | Soutien aux jeunes

2026



EUROPE DIRECT
Pau Pays de l'Adour

pistes  solidaires

1 | Quels sont les principaux enjeux sociaux dans l'Union européenne aujourd'hui ?

La **politique sociale européenne** est un élément essentiel de l'Union européenne. Elle regroupe l'ensemble des actions et des règles mises en place pour

améliorer les conditions de vie et de travail des citoyens,

réduire les inégalités sociales et

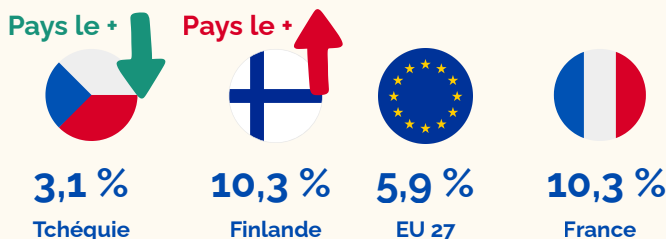
renforcer la solidarité entre les États membres.

Si l'on se tourne vers le présent, quelle est la situation sociale actuelle dans l'Union européenne ?



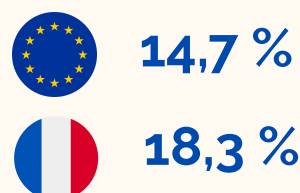
Taux de chômage (2025)

Pourcentage de la population active au chômage



Chômage des jeunes (2025)

Jeunes européens de moins de 25 ans au chômage



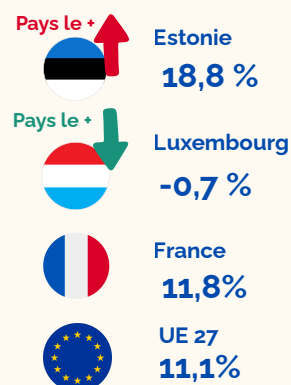
Salaire minimum (2026)

22 États membres ont instauré un salaire minimum



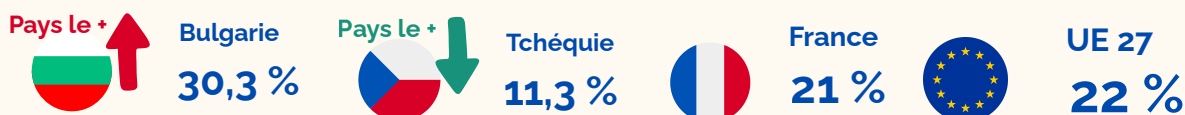
Autriche, Danemark, Finlande, Suède et Italie ont un **salaire minimum par branche** ou le fixent via des **négociations entre partenaires sociaux**.

Disparités salariales entre F/H (2024)



Taux de pauvreté dans l'UE (2024)

Part de la population en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale



2 | Pourquoi la politique sociale de l'UE est-elle importante?

La politique sociale de l'Union européenne est importante parce qu'elle garantit que le progrès économique profite aussi aux **citoyens**. Une Europe forte ne repose pas seulement sur un marché commun, mais aussi sur **la protection sociale, l'égalité et la solidarité**. Sans politique sociale commune, les différences entre les États membres pourraient augmenter et certaines populations seraient davantage exposées à la pauvreté, au chômage ou à l'exclusion sociale.

3 | Jusqu'où vont les compétences sociales de l'Union européenne ?

La politique sociale repose sur des **compétences partagées** entre l'Union européenne et les États membres. Cela signifie que chacun joue **un rôle spécifique**.

Les États membres sont responsables **des systèmes de sécurité sociale et l'aide sociale**, comme par exemple :



- l'organisation des systèmes de santé;
- les retraites;
- l'assurance chômage;
- l'aide sociale publique (l'aide à la jeunesse, les prestations aux demandeurs d'asile, ...);
- les prestations familiales.

Exemple :

le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en France (2023).

L'Union européenne est responsable de définir **des normes sociales communes**, comme :



- protéger les droits des travailleurs;
- encadrer l'organisation du temps de travail;
- lutter contre les discriminations;
- promouvoir l'égalité des chances;
- soutenir financièrement des projets contribuant au développement économique et social.

Exemple :

la directive européenne limitant le temps de travail à 48 heures par semaine.

La **Commission européenne** propose de **nouvelles mesures**, qui doivent ensuite être approuvées par les États membres et le Parlement européen. Même si les États gardent la plus grande partie des responsabilités, l'UE garantit **une coopération commune et des standards minimums**.

4 | Aux origines de l'Europe sociale : comment s'est-elle construite ?

1957 : Les traités de Rome

La politique sociale européenne fait partie du projet européen depuis ses débuts. Le traité de Rome introduit **les premières bases de coopération sociale** entre les États membres.

1985 : L'impulsion de Jacques Delors

C'est sous l'impulsion de **Jacques Delors**, président de la Commission européenne à l'époque, que **le dialogue social européen** se développent véritablement à partir de 1985. Depuis lors, plusieurs **normes minimales** s'appliquent aux États membres en matière de **droit du travail**.

Exemple :

- la durée hebdomadaire maximale du travail est fixée à 48 heures
- l'âge minimum d'admission à l'emploi est de 15 ans
- les travailleurs doivent être protégés contre les agents chimiques/physiques/biologiques dangereux

Traités de Maastricht (1992) et d'Amsterdam (1997)

Les traités de Maastricht (1992) et d'Amsterdam (1997) renforcent la politique sociale européenne, la **question de l'emploi** devenant **"d'intérêt communautaire"** et nécessitant une stratégie de coordination.

2009 Traité de Lisbonne

Le traité de Lisbonne confirme les objectifs de **"plein emploi", "progrès social" et "cohésion économique, sociale et territoriale"** (article 3 du traité sur l'Union européenne, TUE) et reprend les dispositions déjà existantes en matière de politique de l'emploi et de politique sociale de l'Union.

2017 : Le socle européen des droits sociaux

Adopté à Göteborg, il définit 20 principes fondamentaux pour une Europe plus sociale.

Depuis 2021 : De nouveaux objectifs sociaux

Lors du **sommet social** de Porto, l'UE fixe des **objectifs pour 2030** en matière :

- **d'emploi** - un emploi pour au moins 78 % des 20-64 ans
- **de formation** - une participation à des activités de formation pour au moins 60 % des adultes chaque année
- **de la pauvreté** - a minima 15 millions de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en moins

2024 - 2029 Priorités de la Commission européenne

L'une des **priorités de la Commission** pour la période **2024-2029** est **l'équité sociale** : soutenir les personnes, renforcer nos sociétés et notre modèle social.

La politique sociale européenne continue aujourd'hui d'évoluer pour répondre aux nouveaux défis économiques et sociaux.



5 | Quels sont les principaux instruments de la politique sociale européenne ?

Le Fonds social européen (FSE+)

Doté d'environ 88 milliards d'euros, 6,7 milliards pour France (2024-2029), il finance des actions dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, du développement des compétences, l'inclusion sociale.

Les directives européennes

Elles imposent des objectifs communs que les États doivent appliquer dans leur droit national. Exemple : la directive sur le temps de travail ou le congé parental.

Le socle européen des droits sociaux

Il sert de référence pour orienter les politiques sociales.

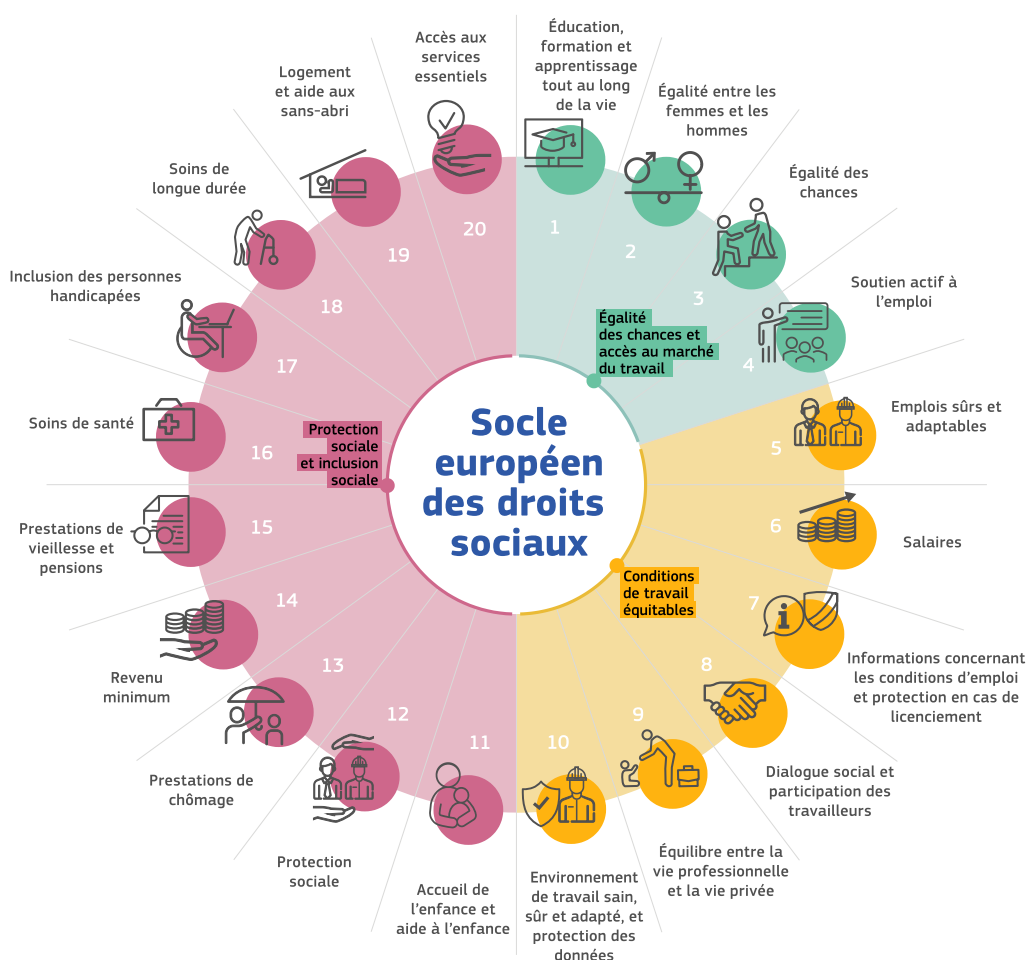
6 | Le socle européen des droits sociaux

Le socle européen des droits sociaux, proclamé en novembre **2017**, fixe des normes sociales communes au sein de l'Union européenne. Il sert de cadre pour la législation sociale et repose sur **20 principes fondamentaux**.
Les trois **chapitres** principaux :

Égalité des chances et accès au marché du travail

Conditions de travail équitables

Protection et l'inclusion sociales



© Union européenne, 2021, source : Office des publications de l'Union européenne

L'Union européenne participe au **développement de nouveaux droits sociaux** et soutient la modernisation de la société. Cependant, ses compétences en matière de protection sociale restent limitées et le socle ne crée pas un État-providence européen.

Il sert de base aux **initiatives de la Commission européenne** et des États membres et exprime un engagement commun en faveur d'objectifs sociaux. Les principes doivent être mis en œuvre progressivement par les États membres à travers leurs propres lois et mesures.

7 | Cap sur 2029 : les priorités de la Commission européenne.

La **Commission européenne** a défini plusieurs **priorités stratégiques** pour les années à venir afin de **renforcer l'Union européenne** sur les plans économique, social et politique. Parmi ces priorités figurent notamment le renforcement de la compétitivité, la transition écologique et numérique, la sécurité et la promotion des valeurs démocratiques. Dans ce cadre, **la politique sociale** occupe une place importante. La Commission s'engage à promouvoir **la justice sociale, la cohésion et l'égalité des chances** pour tous les citoyens européens.

Vers une Europe plus sociale : les attentes des citoyens

- **88%** des citoyens estiment qu'une Europe sociale est importante pour eux personnellement
- **54%** pensent que l'Europe sera plus sociale d'ici à 2030
- **Le niveau de vie** est considéré comme la priorité sociale la plus importante pour l'UE



Objectifs



Offrir des possibilités, de la stabilité et du bien-être à tous

Renforcer notre modèle social de marché pour garantir une transition équitable pour tous

Lutter contre les inégalités, les disparités régionales et la discrimination

Sources

- [L'Europe sociale en 3 minutes - Touteurope.eu \(2024\)](#)
- [Sozialpolitik | Europäische Union | bpb.de \(2025\)](#)
- [Le Parlement soutient une Europe plus sociale | Thèmes | Parlement européen \(2017\)](#)
- [Soziale Gerechtigkeit in Europa Europäische Kommission \(2026\)](#)
- [Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux Commission européenne \(2021\)](#)
- [Le taux de chômage en Europe - Touteurope.eu \(2026\)](#)
- [Le taux de chômage des jeunes en Europe - Touteurope.eu \(2026\)](#)
- [\[Carte\] Le salaire minimum en Europe - Touteurope.eu \(2026\)](#)
- [\[Comparatif\] Dans l'Union européenne, une personne sur cinq exposée à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale - Touteurope.eu \(2025\)](#)
- [\[Carte\] Les inégalités salariales entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne - Touteurope.eu \(2026\)](#)



QUI SOMMES-NOUS ?

Depuis 2002 Pistes-Solidaires est un hub dédié à l'ouverture d'opportunités européennes pour les jeunes. Labellisé centre EUROPE DIRECT depuis 2013, Pistes Solidaires est le relais clé de l'information sur l'UE dans les pays de l'Adour (Pyrénées Atlantiques, sud Landes et partie occidentale des Hautes Pyrénées) .

Guidés par la volonté d'inscrire nos actions dans le développement d'une citoyenneté européenne active, notre démarche est la suivante :

INFORMER POUR COMPRENDRE, COMPRENDRE POUR AGIR

A ce titre, nous proposons :

- De **l'information** : documentation gratuite, prêt d'expositions, lettres d'information, sites internet, réseaux sociaux, etc ;
- Des **animations** : organisation d'évènements, de conférences, débats, interventions en établissement scolaire pour éveiller et faire vivre la conscience citoyenne des différents publics que nous rencontrons ;
- Des **conseils** : pour le montage de projets européens.

✉ europe@pistes-solidaires.fr

☎ + 33 (0)5 59 84 92 00

📷 [europe_on_insta](#)

🎵 [europe_on_tiktok](#)

🌐 www.europe-direct-ppa.fr

📘 @Europe Direct Pau Pays de l'Adour

Cette communication a été réalisée dans le cadre d'une action co-financée par l'Union européenne. Cependant, les positions et opinions exprimées n'appartiennent qu'aux auteurs et ne reflètent pas celles de l'UE ou des institutions européennes. Ni l'UE ni les institutions européennes ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues.